



REVUE DE PRESSE DE SLE

I) Politique

- Paris et Berlin ont adressé une lettre à la présidence danoise afin de critiquer les propositions de la Commission, qui supprime la capacité des Etats à agir sur le contrôle aux frontières intérieures. La négociation française sur Schengen lors de la réunion des ministres européens de la justice a particulièrement agacé nos partenaires européens. Pour Joëlle Milquet, les agendas électoraux semblent « plus importants que le fond des dossier ». La Commissaire européenne aux affaires intérieures a quant à elle indiqué que « Schengen n'était pas un outil de gestion des migrations ».
- Radoslaw Sikorski a appelé à un renforcement de l'UE dans le cadre d'un discours prononcé devant le parlement polonais. Il souhaite une intégration approfondie, et une union politique durable entre des états souverains, qui conserveraient leur identité culturelle, religieuse et leur droit de prélever des impôts.
- Depuis le 1^{er} Avril 2012, les citoyens de l'Union Européenne peuvent, sous certaines conditions, demander à la Commission Européenne de légiférer sur un sujet relevant de la compétence de l'Union, grâce à l'Initiative Citoyenne Européenne. ([Qui va Payer](#), l'ICE menée par Sauvons l'Europe).
- L'UE a renforcé ses sanctions à l'encontre de la Syrie en gelant les avoirs d'Asma El Assad, la femme du président, ainsi que trois autres membres de la famille. 8 nouvelles personnes pourraient prochainement être ajoutées.

II) Economique et social

- Une interview optimiste de Ding Yifan, directeur adjoint de l'institut pour le développement mondial, paru dans [les Echos](#). Extraits : « la conclusion s'impose : l'Europe est en bien meilleure santé financière que les Etats-Unis, dont le niveau d'endettement global est supérieur à 4 fois le PIB ! »
- L'Union européenne souhaite que les membres du G20 contribuent davantage aux ressources du FMI afin d'augmenter les capacités de réaction financière pour protéger la zone euro. La Ministre de l'économie danoise a rappelé que la zone Euro n'était pas la seule région du monde à être vulnérable.

- Le mois d'Avril a été marqué par les élections en France et les propositions européennes des deux candidats. Le risque de conflits entre le candidat socialiste François Hollande et la chancelière allemande a été largement mis en exergue. Hollande a annoncé depuis plusieurs mois, sa volonté de renégocier le traité budgétaire, imposant notamment la règle d'or, en y incluant des mesures de croissance. 4 mesures sont notamment à discuter :
 - La création d'euro-obligation, pour financer des projets d'industriels d'infrastructures dans les Etats détermineront l'ampleur.
 - L'augmentation des possibilités de financement de la Banque Européenne d'Investissement, de façon à ce que certains grands projets puissent être financés.
 - La création d'une taxe sur les transactions financières.
 - La mobilisation des fonds structurels européens non utilisés pour financer des projets ayant un impact sur les entreprises.

- L'European Council on Foreign Relation et la Fondation Mercator ont mis en avant que les différences de vues entre les dirigeants franco-allemands n'étaient pas si incompatibles puisque la chancelière serait également favorable à ces évolutions. Ils émettent néanmoins des réserves sur les euro-obligations, et souhaitent que la règle d'or soit validée avant d'intégrer des mesures de croissance.

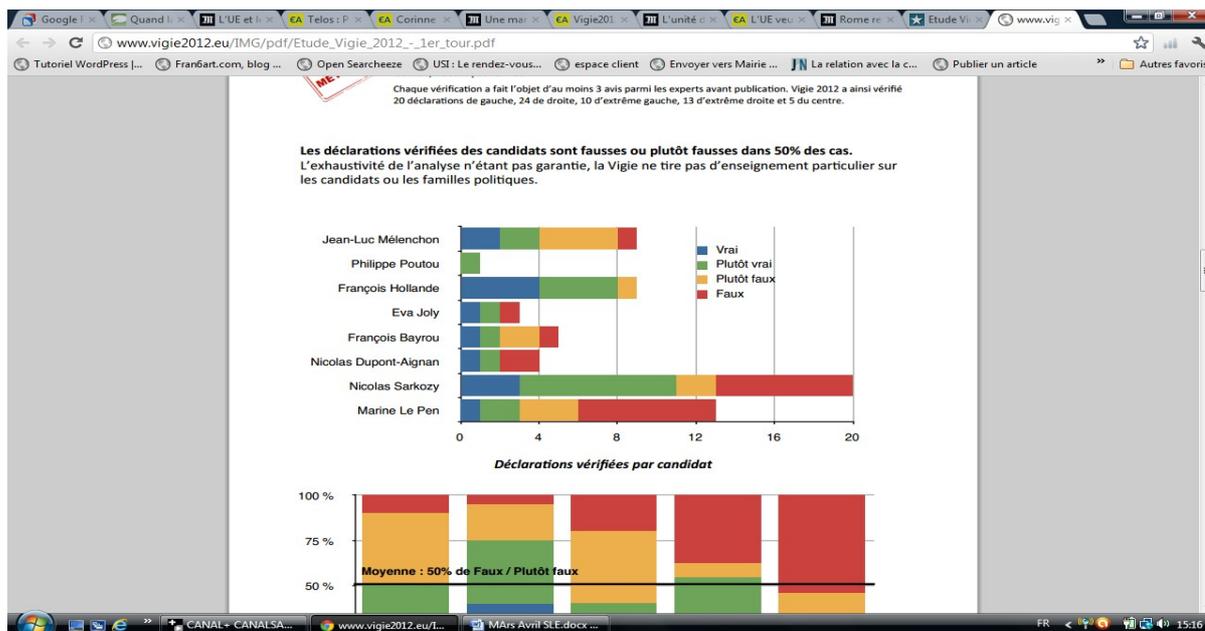
- Les 5 grandes institutions économiques allemandes ont divergé sur le rôle de la BCE, qui selon elles ne peut plus jouer son rôle de lutte contre l'inflation car elle mène politique « non en fonction de la zone euro mais du pays le plus faible ». Si certains affirment qu'elle doit jouer un rôle de « banque des banques », d'autres n'acceptent pas cette position jugeant qu'elle découragerait les pays en crise de faire des efforts.

- Nombreux pays et responsables de l'Union Européenne se rallient progressivement à cette idée de croissance.
 - Mario Draghi a plaidé pour un pacte de croissance, indiquant qu'il n'était pas hostile à la renégociation.
 - Jean Claude Juncker a indiqué qu'il était évident qu'il faille compléter « la politique européenne par une stratégie de croissance. ».
 - Angela Merkel a déclaré « nous avons besoin de croissance, de croissance sous forme d'initiative pérenne. »
 - Mario Monti a appelé à une politique de soutien à la croissance.
 - Pour Guy Verhofstadt, « l'austérité seule ne peut pas créer la croissance contrairement à ce que croient beaucoup de libéraux ».

- Dès la fin du premier tour, les allemands ont commencé à réviser leur position et à annoncer les collaborations possibles avec François Hollande. Andreas Schockenhoff, vice-président du groupe parlementaire allemande CDU/CSU a indiqué que le Bundestag attendrait les dates du parlement français pour voter le traité budgétaire au niveau national.
- L'Europe souhaite réduire ses déficits et elle obtient des résultats, puisque ces derniers sont en recul de deux points par rapport à 2010 (4,5% en 2011). Cependant, le niveau d'endettement des états ne baissent pas, et grimpent de 2,5 points entre 2010 et 2011, passant de 80% à 82,5%. Même constat pour les pays de la zone euro.
- Les négociations sur la mise en œuvre de Bâle III sont en cours, afin d'imposer aux banques de relever leurs capitaux propres de 2 à 7% du montant de leurs prêts à l'économie. Cette réforme devrait s'appliquer ensuite entre 2013 et 2019.
- Bruxelles a validé que les prestataires de services publics locaux puissent bénéficier d'aides à hauteur de 500 000 euros sur 3 ans. Les aides n'auront pas l'obligation d'être notifiées à la Commission et devront respecter les seules règles de transparence.
- La Cour des Comptes européenne a indiqué que sur les 27 projets de construction d'infrastructures de transports dans les ports maritimes, financé par la politique régionale de l'UE, seuls 11 ont été jugés efficaces. Les aménagements du Port du Havre sont dans la ligne de mire, tout comme des projets espagnols, italiens et grecs. La Cour pointe du doigt le manque de vigilance de la Commission et des comités nationaux chargés du suivi.
- La Commission et le Parlement Européens ont trouvé un accord sur la réforme de l'itinérance mobile, afin de favoriser la concurrence sur les marchés disponibles à l'étranger pour les consommateurs, et de faire converger les prix. Dans le cadre de la « stratégie numérique pour l'Europe », l'objectif est de supprimer ces frais à horizon 2015.
- La Commission Européenne souhaite réguler l'activité des acteurs du « marché bancaire parallèle », qui comprend des acteurs financiers ne relevant pas du système bancaire traditionnel mais pouvant cependant avoir une activité de crédit (fonds d'investissement, société proposant des offres de titrisation...)

France

- Une étude réalisée par Vigie 2012 fait le bilan des propositions européennes dans la campagne au cours des 6 derniers. Plusieurs chiffres intéressants, dans la « vérité » des propos tenus sur l'Europe.



- Le score du Front National a fait réagir nombre de nos partenaires européennes.
 - Olivier Bailly a ainsi déclaré que « les discours porté par certains partis sont contraires aux valeurs et aux idéaux portés par la Commission ». Il a appelé « à ne pas céder à la tentation des discours populistes mais, au contraire à faire avancer l'Europe de la Paix et de la Croissance ».
 - Alex Brody, député et président du parti ouvrier socialiste luxembourgeois : « il y a clairement un manque de confiance dans les partis traditionalistes et c'est dangereux ».
 - Pour le Telegraph, le poids du FN va se renforcer sur la scène politique française et va impacter « les relations avec les minorités en France et dans d'autres pays de l'UE ».
 - Pour El Pais, il est préoccupant de voir que le discours anti-européen et xénophobe du FN « a contaminé l'ensemble du débat politique et en premier lieu, celui de Sarkozy. »
 - Pour José Manuel Barroso, « la bonne réponse c'est d'introduire plus d'Europe. Le repli sur soi, les solutions nationales dans un espace mondialisé, nous pensons que ce n'est pas la solution la plus efficace ».
 - Villy Sovndal, ministre des affaires étrangères danois considère ce résultat comme extrêmement préoccupant.
 - Pour son homologue suédois, Carl Bildt, « Cela me préoccupe, et pas seulement pour la France ».

- La Commission Européenne a saisi la CJCE contre la France pour non application d'une directive sur le temps de travail des conducteurs indépendants et des travailleurs mobiles, qui impose une durée hebdomadaire de 48h par semaine. Cela s'applique notamment aux taxis et aux commerciaux

Grèce :

- La situation économique en Grèce ne s'améliore pas, avec une nouvelle chute du PIB de 5%, un déficit public qui atteint les 9,1% du PIB, et une dette de 165,3% du PIB en augmentation de 20pts par rapport à 2010. Le taux de chômage est en hausse de 2 points par rapport à 2011. Le salaire net annuel des grecs a baissé de 23,7%. 1000 PME ferment leurs portes chaque semaine. Les dépôts dans les banques grecques ont diminué de 70 milliards depuis le début de la crise.

Espagne :

- S&P a de nouveau dégradé la note de l'Espagne, ainsi que de neuf de ses banques, tout en ajoutant qu'elle ne craignait pas un défaut de paiement de la part des espagnols.
- Les espagnols ont une nouvelle fois manifesté contre les coupes budgétaires réalisées dans le secteur de la santé et de l'éducation, prévues par le nouveau plan d'austérité qui vise à économiser 27,3 milliards d'euros par an.
- L'Espagne a annoncé ne pas avoir besoin d'un plan d'aide européenne. Son gouvernement a ainsi indiqué que les liquidités attribuées par la BCE avait permis de protéger le secteur bancaire national. Son taux d'emprunt sur les marchés a cependant passé la barre des 6%.

Italie

- Le gouvernement italien a baissé ses prévisions de croissance du PIB, et a annoncé un recul du retour à l'équilibre. Ce décalage ne devrait pas remettre en cause les engagements européens. Pour Mario Monti, la croissance à venir devrait également permettre de réduire la dette de 10 pts.

Allemagne

- Malgré l'augmentation de l'âge de la retraite, et une réforme visant à faciliter l'emploi des personnes avec enfants à charge, l'Allemagne a besoin de 200 000 immigrés supplémentaires par an afin de répondre aux besoins liés au déclin démographique.

Pays-Bas

- Les négociations budgétaires néerlandaises n'ayant pas pu aboutir, le Premier ministre a annoncé la tenue prochaine d'élections législatives anticipées. Les alliés du parti gouvernemental ne se sont pas entendus sur un plan d'économies de 16 milliards d'euros portant notamment sur une hausse de la TVA, un gel des salaires des fonctionnaires, une réduction du budget alloué à la santé et à l'aide aux pays en développement.

Royaume Uni

- Le Royaume Uni est officiellement entré en récession, avec une baisse de 0,2%. Le Ministre des finances britannique a indiqué que le pays allait poursuivre la politique d'austérité.

Portugal

- Le Portugal a signé le pacte budgétaire européen.

Hongrie

- Viktor Orban, premier ministre hongrois, ne souhaite pas discuter d'éventuelles contreparties politiques à l'attribution d'une aide financière de la part du FMI, nécessaire à l'endiguement de l'envolée des coûts de financement subséquente à la dégradation de sa note.

III) Ecologique – Energie – Agriculture - Pêche

- Les parlementaires s'inquiètent de l'absence d'avancées sur les perspectives financières de l'UE, qui sont en stand by depuis juin 2011. Ils menacent de ne pas voter le rapport sur la PAC, tant que ces perspectives ne seront pas connues.
- Face à l'échec de la politique publique de la gestion de la pêche et des quotas, la Commission Européenne souhaite mettre en place un droit de pêche individuel pour chaque propriétaire de bateaux de plus 12m, qu'il pourrait louer, échanger ou céder. Cela permettrait de rationaliser la flotte, tout en limitant les subventions pour indemniser les bateaux envoyés à la casse.
- Le Parlement Européen a accepté d'attribuer 650 millions d'euros supplémentaires au projet de recherche ITER (réacteur thermonucléaire expérimental international). Un financement qui pourrait être récupéré sur d'autres postes tels que les technologies de l'information et de la communication.
- 12 pays dont la France pourraient être condamnés pour non respect des normes liés au bien-être des poules pondeuses, malgré les rappels à l'ordre de la Commission Européenne.
- François Fillon a adressé en mars, un courrier à la Commission Européenne l'invitant à renégocier la taxe carbone aéronautique afin de ne pas pénaliser l'industrie de ce secteur.
- L'Union Européenne pourrait prochainement mettre en place un centre européen de lutte contre la cybercriminalité.